

# LE NEPAD, OU LE DÉFI DU RATTRAPAGE

*BY BERNARD FOUNOU-TCHUIGOUA; DIRECTEUR DE RECHERCHES; FORUM DU TIERS MONDE*

*Prepared for presentation at the African Scholars' Forum Meeting to be held in Nairobi, Kenya On 26 – 28 April 2002; by Bernard Founou-Tchuigoua; Directeur de Recherches; Forum du Tiers Monde*

*BP 3501 Dakar, Sénégal*

*Tel 221 821 11 44*

*bfounou@refer.sn*

## Contents

I. Le développement selon le NEPAD.....	5
II. L'enlisement économique.....	9
III. La faiblesse de l'Etat.....	19
IV. Nouveau partenariat ou nouvelle phase de l'ajustement structurel.....	24
Conclusion.....	28



# LE NEPAD, OU LE DÉFI DU RATTRAPAGE

*BY BERNARD FOUNOU-TCHUIGOUA: DIRECTEUR DE RECHERCHES; FORUM DU TIERS MONDE*

Le NEPAD se rapproche des initiatives des Nations Unies par l'accent mis sur la nécessité et la possibilité d'une coopération nord sud homogénéisante entre les pays africains et ceux de l'OCDE, c'est à dire entre les centres et la partie la moins compétitive et la plus vulnérable du système. En cela il se différencie des plans africains antérieurs, et notamment du Plan d'Action de Lagos. Pour réussir son pari, il ne prétend pas augmenter directement les revenus et la consommation de biens mais un certain nombre de services vitaux que le texte résume dans deux expressions génériques, les infrastructures physiques et les ressources humaines. Concentrer ses efforts sur ces secteurs stratégiques entraînerait effectivement des dynamismes techniques, économiques et politiques homogénéisants, dans la mesure où les économies africaines deviendraient aussi compétitives que celles de l'OCDE et que les démocraties de basse intensité s'y stabiliseraient. Illusion ou projet crédible?

Bien que la théorie du développement inégal, pour qui la polarisation est inhérente au système capitaliste mondial dès sa naissance, soit interpellée, notre objectif n'est pas d'opposer ici les courants théoriques mais d'interroger la réalité. Or, depuis les trente dernières années, sous le leadership des Etats Unis, les pays de l'OCDE s'opposent à une réorganisation du système économique mondial qui serait fondé sur le principe d'un monde polycentrique animé par la philosophie d'un co-développement humaniste. Ils s'opposent au développement capitaliste autonome partout dans le tiers monde, y compris par le recours à la violence. Ils disposent de l'OMC et de l'OTAN pour faire prévaloir leur point de vue. La question cruciale est donc de savoir pour quelles raisons les acteurs économiques et politiques des pays de l'OCDE s'engageraient à favoriser l'émergence de capitalismes centraux en Afrique ? Il faudrait que le NEPAD montre que l'OCDE encourage en Afrique le pragmatisme fondé sur l'économie mixte et renonce à l'intégrisme de l'économie de marché ; que les STN soient prêtes à investir massivement en Afrique en y transférant des technologies qui permettent de faire une réelle concurrence aux centres ; que les Etats africains s'engagent sur une vraie voie de régionalisation panafricaniste ; que l'OCDE renonce à imposer par l'OMC l'ouverture unilatérale et la libéralisation économique aux pays du sud ; que l'OCDE annule les dettes des pays africains. Rien ne montre que la formation de capitalismes centraux en Afrique est à l'ordre du jour à l'OCDE. C'est ce que nous allons mettre en évidence dans ce texte en rappelant les thèmes fondamentaux du NEPAD, l'enlisement économique africain, l'interruption de la construction

étatique. Nous montrerons enfin que le nouveau partenariat s'inscrit dans la nouvelle phase de l'ajustement structurel.

## I. Le développement selon le NEPAD

L'histoire de l'économie mondiale capitaliste montre qu'à la fin du 18<sup>ème</sup> siècle une rupture s'est produite ; elle sépare les économies pleinement industrielles et capables de surmonter les crises de l'accumulation pour passer à des phases de reprise, et les autres, dont celles d'Afrique, qui n'arrivent pas à franchir ce seuil.

Dans les premières, la demande intérieure de produits stratégiques autres que les produits de base naturels est satisfaite par la production intérieure, grâce au dynamisme d'entreprises nationales. Le financement des activités et notamment des secteurs stratégiques est assuré au plan national, grâce à un système de crédit articulé sur un système bancaire au service de l'économie réelle, en sorte que la monnaie nationale est en même temps une devise ; ce qui fait que l'économie ne connaît pas de problèmes de balances de paiements. Depuis la deuxième guerre mondiale, les relations extérieures des pays à économie autocentrée sont fondées sur deux principes différents, le partenariat et le pacte colonial. Le premier est ancré dans une sorte de pacte de gestion des conflits par les négociations et non par le recours à la force comme auparavant. Le deuxième a pour fonction de gérer les effets du développement inégal. Ces pays jouissent aujourd'hui de la démocratie parlementaire et protègent les droits civils et politiques, ce qui permet le développement de la société civile.

Dans les pays et les régions périphériques les tentatives de construire des sociétés centrales n'ont jamais cessé. Mais à quelques rares exceptions, elles n'ont réussi qu'à modifier les structures internes et la forme d'insertion dans le système global, sans créer les capacités d'assurer un progrès social continu et la protection sociale universelle. De ce fait, la démocratie et la protection des droits de l'homme y sont réversibles. Le NEPAD prétend sortir l'Afrique de cette logique pluriséculaire grâce à l'accélération de la croissance et à la démocratisation politique, avec le soutien massif des pays de l'OCDE et notamment du G7. Il est né de la fusion du Millenium for African Partnership (MAP) et du Plan Oméga. La paternité du premier revient à Tabo Mbeki qui reprend le concept de la renaissance africaine dans une perspective plus politique que culturelle. Abdoulaye Wade, auteur du deuxième, présente le Plan Oméga comme la composante économique du NEPAD.

## L'exigence de la démocratie politique

Les Africains doivent, dit T. Mbeki<sup>1</sup>, se débarrasser une fois pour toutes de l'idée que la modernité et notamment la paix, la démocratie et le respect des droits de la personne sont la propriété de l'occident. Les sociétés ne sont pas seulement en compétition économique; elles rivalisent aussi dans les domaines des valeurs et des régimes politiques. Il définit la renaissance africaine comme "l'appropriation de la modernité par les Africains, en coopération avec les pays capitalistes développés".

La paix civile est une condition essentielle de la mise en œuvre du NEPAD. Les différends entre pays doivent être réglés par des moyens pacifiques. L'Afrique doit se lancer dans la compétition de la légitimité démocratique dont le principal critère est, toujours selon Mbeki, le développement de la société civile par lequel les individus et les groupes organisés montrent qu'ils prennent librement en main leur destin. Les mouvements autonomes des paysans, des femmes et des travailleurs urbains doivent être reconnus et encouragés en tant que tels en même temps que le pluralisme politique. Leur puissance est la garantie réelle des libertés fondamentales ; c'est elle qui permet des débats de fond, et garantit des élections libres et transparentes pour le choix de dirigeants politiques qui jouissent à la fois de capacité, de légalité et de légitimité pour régler pacifiquement les conflits sociaux.

La démocratisation suppose l'Etat de droit et une administration compétente et intègre. Il ne s'agit pas seulement d'exigences politiques, mais des conditions d'un développement économique et social durable. Bien entendu selon la théorie du rattrapage, l'idéal de la démocratie est presque réalisé dans les pays développés ; point de vue critiquable tant les taux d'abstention aux élections y sont élevés

## La stratégie de développement économique.

Pour le NEPAD, la marginalisation, synonyme de manque de compétitivité, et la paupérisation constituent des scandales puisque l'Afrique dispose d'atouts importants à faire valoir dans le cadre du nouveau partenariat avec les pays de l'OCDE. Il s'agit (i) de la richesse de son sous sol riche en pétrole et autres produits miniers, de ses climats et de ses sols favorables aux produits agricoles tropicaux ; (ii) de sa contribution à l'équilibre climatique global ; (iii) de ses réserves en faune et en flore parmi les plus importantes du monde ; (iv) de sa richesse culturelle. Les pouvoirs coloniaux et post coloniaux n'ont pas exploité ces avantages dans la mesure où ils n'ont pas favorisé la formation et le développement d'une classe

---

<sup>1</sup> Tabo Mbeki, Deputy President. Statement at the African Renaissance Conference. Johannesburg, 28/09/1998

d'entrepreneurs, d'une classe moyenne et d'une capacité de gestion. Circonstance aggravante, ces politiques ont entraîné au cours des années 1970 un endettement irresponsable des dirigeants africains (mauvaise gouvernance). Les initiateurs du NEPAD considèrent que les programmes d'ajustement structurels visaient bien à sortir les économies de l'étatisme post colonial et à bâtir en Afrique les conditions d'économies de marché compétitives. Ils leur reprochent seulement d'avoir négligé la dimension sociale. Comme la Banque Mondiale, ils attribuent leur échec principalement aux dirigeants africains corrompus, incompetents et trop étatistes.

Le NEPAD fixe un objectif de croissance du PIB de 7% par an sur 15 ans pour l'ensemble du continent. Ce chiffre est arbitraire et ne sert qu'à estimer les dépenses d'investissements selon une méthode très simple.<sup>2</sup> D'ailleurs le plus important est le choix de cinq secteurs stratégiques : (1) Les infrastructures physiques comprenant la technologie de l'information et de la communication, le transport, l'énergie, l'assainissement. (2) Les ressources humaines comprenant l'éducation et la culture, le développement des compétences et l'inversion de la tendance à la fuite des cerveaux ; l'amélioration de la santé (3) La lutte contre la pauvreté. (4) L'agriculture ; (5) L'environnement..

La réalisation des infrastructures est l'objectif primordial puisque "si l'Afrique était dotée des mêmes infrastructures de base que les pays développés, elle serait mieux en mesure de se consacrer à la production et à l'amélioration de la productivité pour faire face à la concurrence internationale". Les infrastructures concernées sont énumérées : "Les routes, les aéroports, les ports maritimes, les chemins de fer, les voies navigables et les installations de télécommunications... Les infrastructures sont des paramètres essentiels de la croissance économique, c'est pourquoi il faut trouver des moyens de placer l'Afrique au même niveau que les pays développés en termes d'accumulation de capital matériel et humain<sup>3</sup>".

L'agriculture n'est pas un objectif central. Lorsqu'elle est traitée, elle partage avec l'environnement le sort de n'être accompagnée ni d'un plan d'action, ni d'une proposition de partenariat. Il s'agit peut-être d'un oubli mais plus probablement de l'effet de la domination complète des forces opposées à la formulation de propositions concrètes dans ces domaines : La Banque mondiale se dégage en fait du soutien à l'agriculture africaine comme le montre l'information contenue à la page 33. "Depuis quelques temps, les bailleurs de fonds bilatéraux et des institutions multilatérales accordent peu d'attention au secteur agricole et aux régions

---

<sup>2</sup> Dans le passé la Banque Mondiale proposait des scénarios avec trois variantes ; ce n'était pas meilleur

<sup>3</sup> Le NEPAD, oct. 2000, p.20.

rurales, dans lesquelles vivent 70% des pauvres d'Afrique. Par exemple dans le portefeuille de la Banque Mondiale, les crédits destinés à l'agriculture s'élevaient à 30% en 1978, mais étaient tombés à 12% en 1996 et à 7% en l'an 2000".

L'industrialisation naguère au cœur du plan de Lagos n'est pas traitée frontalement. Elle est abordé seulement par le biais du transfert de technologie. Plus précisément, dans le domaine des brevets, c'est la soumission aux règles de l'OMC qui est recommandée.<sup>4</sup>

Le progrès social, synonyme aujourd'hui de protection contre les risques sociaux, ne tient pas une grande place. Et pour cause, la compétitivité est le maître mot. C'est par le biais caritatif de lutte contre la pauvreté et les maladies comme le SIDA, que la question sociale est abordée. De même la question de l'égalité des sexes est presque éludée. C'est d'autant plus inacceptable que les Etats africains ont signé des conventions internationales, notamment celles du BIT, sur ce sujet.

Le thème de la pauvreté a été surajouté, certainement sous la pression d'institutions internationales qui exigent par ailleurs que les programmes nationaux "évaluent la situation et, après leur mise en œuvre, mesurent leur impact sur la réduction de la pauvreté et des initiatives apparentées ... et travaillent avec la Banque Mondiale et le FMI, la BAD et les institutions des Nations Unies". Cette insistance de la part de la Banque Mondiale ne signifie pas qu'elle est pour une politique d'éradication, mais qu'elle élabore des instruments de gestion de la pauvreté.

La majeure partie des ressources financières annuelles mobilisées, estimées à 12% du PIB africain, soit \$ 64 milliards de dollars EU jusqu'en 2015", viendra de l'extérieur<sup>5</sup>. Pour le court et le moyen termes, des concours extérieurs viendront de l'allègement de la dette, de l'aide publique au développement (ADP) et pour long terme des investissements des sociétés transnationales. Le NEPAD ne demande pas l'annulation de la dette ; au contraire, il demande aux pays africains de suivre les mécanismes instaurés par les PAS et donc de négocier dans le cadre des Clubs de Paris et de Londres. Il ne fait pas allusion au débat sur les réparations et ne soulève pas le problème de l'audit des dettes pour établir cas par cas, les responsabilités respectives des débiteurs et des créanciers dans les crises de l'endettement. Pour attirer durablement les capitaux extérieurs, le NEPAD insiste sur la nécessité de réduire les risques de guerres civiles ou inter étatiques; il recommande aux Etats de protéger la propriété privée, de respecter les contrats, et de favoriser le développement de marchés financiers nationaux ou sous-régionaux.

---

<sup>4</sup> idem, p. 45

<sup>5</sup> idem, p. 37



Les ressources financières internes proviennent "logiquement principalement des recettes d'exportation des ressources naturelles...il suffit simplement d'augmenter la valeur ajoutée dans les agro – industries, d'enrichir les minerais et de développer plus avant la production des biens d'équipement, grâce à une stratégie de diversification économique fondée sur des liaisons sectorielles"<sup>6</sup>. Par conséquent l'agriculture et les transformations des ressources minières sont traitées dans le chapitre sur les ressources financières Malgré la détérioration des termes de l'échange inhérente à la surproduction systématique des produits de base et à la surexploitation des agriculteurs et d'autres catégories de travailleurs, le NEPAD adhère au modèle de croissance fondé sur la spécialisation agro-minière. Cette option relève plus de la reproduction de l'économie de traite que d'une stratégie de rattrapage des pays de l'OCDE.

Au total , l'insistance mise sur les infrastructures, reflète en grande partie les problèmes de l'Afrique de l'Ouest pour deux raisons : C'est une région où le sentiment d'un destin commun est ressenti par les populations. Le niveau de développement des infrastructures de transports est bas par rapport à celui de l'Afrique australe, et se ressent d'autant plus que le nombre de pays enclavés est assez élevé.

## II. L'enlissement économique

*Le bilan catastrophique des PAS a été largement fait en termes de non compétitivité des produits sur le marché mondial, et de développement de la pauvreté. La crise agricole est la principale cause du développement de la forme africaine de la pauvreté et de la marginalisation dans l'économie mondiale. Tout projet crédible de développement devrait proposer des alternatives ; nous lui avons consacré plusieurs textes. L'approfondissement de l'intégration dans le marché mondial est allé avec la marginalisation En 1990, le ratio du commerce extra-régional par rapport au PIB était de 45,6 % en Afrique contre 15,5 % pour l'Asie, 23,7 % pour l'Amérique latine, 13,2 % pour l'Amérique du Nord et 12,8 % pour l'Union Européenne. Et entre 1970 et 2000 la part de l'Afrique dans les exportations mondiales a chuté de 4,5 % à 2 % (2,1 % en 1990) et celle des investissements étrangers directs de 5,8 % à 1 % (1,1 % en 1990). Autrement dit la marginalisation va de paire avec une intégration croissante.*

---

<sup>6</sup> idem, p. 41

## 1. L'accentuation de la marginalisation et de la dépendance financière.

Dans le cadre des PAS, des vastes programmes dits de réformes ont ouvert les économies des PMA aux investissements étrangers, garanti la propriété et le rapatriement des bénéfices, désorganisé les syndicats, etc. Si bien que lors de l'enquête récente concernant les facteurs qui auraient une incidence négative sur les décisions d'investissements des sociétés, moins de 10% des entreprises intéressées ont mentionné le cadre réglementaire et législatif.<sup>7</sup> Et pourtant" dans les PMA, il est en général impossible à l'Etat et aux entreprises d'emprunter à long terme auprès des banques internationales ou d'émettre des obligations, et ils ne peuvent obtenir que des crédits commerciaux de court terme, coûteux et garantis par les produits d'exportations". En affirmant qu'à l'ère du recours au crédit et à l'aide publique au développement doit succéder celle de l'afflux des investissements privés, c'est à dire des investissements des sociétés transnationales, le NEPAD croit l'Afrique capable de lever cette contrainte. Cet espoir s'appuie sur l'argument des taux de rendements élevés mais il est important de comprendre pourquoi l'Afrique attire si peu les capitaux.

### Les rendements des capitaux

Les taux de rendements sur les capitaux des STN implantées en Afrique et de façon générale dans les pays du quart monde, sont plus élevés que ceux qu'elles réalisent dans les pays industriels. Elles fixent le seuil des rendements des capitaux propres à 15% dans les pays de la triade, mais réalisent des taux scandaleusement élevés dans les PMA. En Afrique (hors Afrique du Sud), les rendements ont été les suivants<sup>8</sup>

année	Moyenne africaine	Quelques exemples
1995	31%	Mozambique 68%
1996	25 %	Guinée Conakry 264% Mozambique 40%)
1997	20%	Angola 26%, Mozambique 29%, Niger 300%
1998	14%	Burkina Faso 50%, Niger 73 %, Sierra Leone (pays ravagé par la guerre) 33%

---

<sup>7</sup> idem, p.83

<sup>8</sup> CNUCED, les pays les moins avancés; Rapport 2000. Aide, flux et endettement extérieur, le défi du financement de développement dans les PMA

## Modes d'insertion de l'Afrique dans les flux financiers mondiaux

S'agissant de déterminer la place d'un pays ou d'une région dans le réseau des STN - place qui détermine sa capacité non seulement d'attirer les capitaux, mais aussi de les orienter vers les localités et les secteurs souhaitables - nous utilisons le ratio des investissements directs extérieurs dans la formation du capital fixe. Pour certains pays les ratio d'entrée et de sortie s'équilibrent, comme c'est le cas pour la triade ; pour les pays africains il n'y a que des flux d'entrée et leur poids dans l'investissement est excessif.

IDE : entrées en % de la formation brute du capital fixe 1988-1998						
PAYS	1988-1993	1994	1995	1996	1997	1998
Le monde	4,1	4,6	5,4	4,9	7,5	11,1
P. C. D.						
Entrées	4,0	3,5	4,5	4,8	6,2	10,9
Sorties	5,6	5,9	6,7	7,2	9,2	14,8
U. E.						
Entrées	5,8	5,5	6,9	6,5	8,3	15,3
Sorties	8,0	8,6	9,6	11,0	14,5	26,2
Japon						
Sorties	3,2	1,3	1,5	1,7	2,2	2,4
Amérique Nord						
Entrées	5,2	4,7	5,6	7,1	8,2	13,2
Sorties	4,7	7,3	8,6	7,4	8,5	11,3
Thaïlande	5,4	2,3	2,8	3,2	7,8	25,1
Corée du Sud						
Entrées	1,0	0,7	0,8	1,2	1,8	5,5
Sorties	1,0	1,6	1,8	2,2	1,9	9,1
Taiwan						
Entrées	2,9	2,3	2,4	3,2	3,4	0,4
Sorties	9,5	0,7	1,2	1,2	0,8	0,5
Afrique du Sud						
Entrées	0,1	1,8	5,2	3,5	15,8	2,5
Sorties	2,3	6,0	10,4	4,2	9,7	7,8
Afrique	4,9	8,7	6,7	7,6	8,9	8,8
AFN	3,1	5,9	3,0	2,8	5,3	4,6
AFS	8,1	13,0	11,9	14,5	13,8	14,7
Egypte						
Entrées	4,4	11,9	5,2	5,1	6,1	6,1
Liberia						
Entrées	201,4	11,1	21,1	17,1	15,1	16,1
Sorties	119,8	85,6	- 96,6	- 432,8	1035	
Cameroun						
Entrées	-0,7	- 0,9	0,6	2,5	3,1	3,1
Côte d'Ivoire	7,5	14,3	20,9	22,4	29,6	15,7
Nigeria	20,3	50,5	23,9	35,4	25,2	12,7
Angola	19,9	13,7	51,2	31,2	23,1	73,8

Source : Banque Mondiale : RDM 2000. Nous assimilons investissements étrangers et investissements effectués par les STN.

L'étude de la CNUCED<sup>9</sup> nous permet de dégager dans la phase actuelle du capitalisme deux catégories de modes d'insertion dans le financement privé de la production. Le mode central comporte deux variantes (1 et 2) et le mode périphérique, quatre (3 – 6) :

1. Le mode euraméricain, fondé sur les fusions et acquisitions transfrontalières réciproques avec une forte intégration des systèmes financiers productifs. La domination des STN s'y traduit par une sorte d'équilibre entre les entrées et les sorties. Dans l'UE cependant le flux des investissements investis à l'extérieur représente 26% de la FBCF contre 15% en entrées.

2. Le mode japonais, imité par la Corée et Taiwan. La mondialisation du capital y est très limitée comparativement à la formation du capital fixe. Au Japon l'investissement étranger entrant par rapport à la FBCF est négligeable ; en sorties il est inférieur à 3%

3. Le mode des pays dits émergents mais fragiles (la Thaïlande par exemple) où l'investissement direct étranger joue un rôle décisif dans le système productif. Implicitement ces pays considèrent que les STN se soucient des problèmes de développement et pas seulement de profit.

4. Le mode sud africain : L'Afrique du Sud est un pays exportateur de capitaux, mais principalement dans trois domaines, l'agriculture, les télécommunications et le secteur agroalimentaire. L'essentiel des capitaux va vers l'Afrique subsaharienne et vers les centres. L'exportation renvoie en réalité à une sorte de désinvestissement qui tire sa logique d'incertitudes concernant la stabilité du pays à long terme.

5 et 6. Les modes du quart monde supérieur qui dispose d'un appareil productif jugé peu performant et dépendant (l'Egypte) et du quart monde inférieur à la structure productive très élémentaire et dominée par quelques produits d'exportation, et en particulier par le pétrole. Ces deux catégories regroupent tous les pays africains sauf l'Afrique du Sud.

Pour l'essentiel les flux nets des capitaux vont du mode central vers les modes périphériques; d'où les profits refluent. Le NEPAD fait l'hypothèse que les pays des deux derniers groupes peuvent mener de politiques suffisamment attractives pour concurrencer les autres groupes. Par exemple par des politiques fiscales appropriées.

---

<sup>9</sup> CNUCED, *World investment report 2000*.

## L'inefficacité de l'arme fiscale dans l'attraction de l'investissement.

Dans la compétition systémique une fonction essentielle de la politique fiscale est d'attirer l'investissement direct étranger et d'encourager des niveaux élevés d'épargne et d'investissements intérieurs.

Le respect des règles de l'OMC implique d'abord l'adoption de la TVA comme la forme quasi unique de l'impôt indirect, ensuite l'engagement d'appliquer le même taux quel que soit l'origine du produit et la nationalité de l'entreprise, et enfin l'engagement de ne relever ce taux qu'exceptionnellement et temporairement. Par conséquent l'imposition indirecte ne peut pas servir dans une politique d'attraction de l'IDE.

En revanche, l'Etat jouit en principe d'une marge de manœuvre importante dans la fixation de grille de l'impôt sur les revenus des ménages et des entreprises. Il peut s'en servir dans la construction des avantages comparatifs. En économie soumise à la contrainte de la libre circulation des capitaux, il peut déterminer le taux d'imposition maximum et la tranche de revenus supérieurs auxquels il s'applique. D'après les données du tableau ci-dessous, les pays du centre sont plus compétitifs par le taux d'imposition maximale que la plupart des pays africains. La tranche de revenus soumise à cet impôt accentue les avantages des pays développés. Aux Etats Unis, il faut un revenu annuel individuel de \$ 280,000 pour payer l'impôt maximum alors qu'en Côte d'Ivoire, ce taux est appliqué à un revenu de \$15,000. Il est donc plus intéressant pour le capitaliste d'investir aux Etats Unis qu'en Afrique ; en d'autres termes l'Afrique ne peut pas compter sur une bonne politique fiscale pour attirer l'investissement direct étranger ou même pour retenir l'épargne des riches.

Tranches de revenus soumis au taux d'imposition le plus élevé . Monde (1998)				
PAYS	SOCIETES		PERSONNES PHYSIQUES	
	1998	%	1998	% Sur le revenu au-delà (\$)
Etats Unis	35		40	280 000
Allemagne	30		53	67 000
Suède	28		31	27 200
Chine	30		45	12 000
Corée du Sud	28		40	57 000
Brésil	15			20 000
Mexique	34		35	26 000
Egypte	40		33	14 000
Maroc	35		44	62 000
Sénégal	35		50	14 400
Côte d'Ivoire	35		40	15 400
Nigeria	28		29	14 400
Cameroun	35			
Afrique du Sud	35		45	20 500
Zimbabwe	38		40	3 500
Russie	35		35	8 600

Source : Banque Mondiale RDM 2000 p 290

Contrairement à ce que laisse supposer le NEPAD, les pays africains partent perdants dans la compétition fiscale : En situation de libre circulation des revenus, les riches déclarent leurs revenus là où le régime fiscal est le plus favorable. Les pays qui ont des bourses de valeurs d'importance mondiale pompent les capitaux des pays qui en sont dépourvus.

Les sociétés transnationales investissent selon des stratégies beaucoup plus complexes.

La domination des STN de la triade.

Les STN sont les acteurs principaux de la mondialisation socio-économique et partant les instigateurs de politiques macro-économiques et de réformes qui visent à marginaliser le rôle des Etats autres que ceux de leur siège. Elles détiennent la clef de l'investissement privé international.

L'investissement direct extérieur (IDE) revêt deux formes principales, l'investissement de création d'activités et l'investissement par fusion ou acquisition. Cette distinction

conceptuelle n'a pas de traduction statistique incontestable, mais elle est fort utile. D'ailleurs les effets sont comparables à long terme. C'est la CNUCED qui nous fournit la meilleure information statistique sur ce sujet, notamment dans *World investment report 2000*. Ce rapport fait une rétrospective de la décennie 1990 sur la financiarisation accélérée de l'économie mondiale ; l'accent est mis sur les investissements transfrontaliers par le mécanisme des fusions et des acquisitions. Le rapport a recensé 63 000 STN et 690 000 filiales, sans compter les arrangements dans le cadre des réseaux. Quinze pays développés en avaient 400 000 en 1999 contre 7 000 seulement en 1980. Elles détenaient près du cinquième du stock de capital, 16% en 1999 contre 5% en 1980.

Les fusions et acquisitions représentent environ 80% des transactions dans le domaine financier. Le financement des transactions est assuré par des emprunts bancaires traditionnels, par l'émission de titres auprès du public, par l'échange d'actions ou enfin par l'endettement. L'acquisition ou la fusion peut être majoritaire ou minoritaire (10 à 49%). Le mécanisme des acquisitions fusions est un facteur essentiel de la mondialisation dans la formation d'un système productif mondial toujours polarisé. Les acquisition internes et les fusions transfrontalières ont augmenté de 42% par an entre 1980 et 1999, passant ainsi de \$100 milliards à \$720 milliards. Depuis l'an 2000 leur valeur annuelle dépasse le trillion et leur part dans le PIB mondial est passé de 0,3 à 8%.

Quelques observations importantes souvent passées sous silence, doivent être faites ici. D'abord l'efficacité de ce capital tarde à devenir visible ; tandis que sa participation à la formation brute du capital fixe mondial (passé de 2 à 14% entre 1980 et 1999) a augmenté de 12 points, celle PIB correspondant n'a augmenté que de 5 points. Ensuite à l'échelle du monde, les STN n'emploient que 6 millions de personne sur une population active de 3,7 milliards de personnes (1,6 0/00 !). Ces méga-entreprises détiennent dans certains cas des véritables pouvoirs politiques à la fois dans les centres et les périphéries. D'ailleurs elles interviennent directement dans l'élaboration des textes de l'OMC et cherchent dans ce cadre à placer le droit des affaires au dessus des droits des Etats.

Pour un pays qui n'a pas de STN, opter pour un financement extérieur essentiellement privé, c'est faire l'hypothèse que les STN n'obéissent pas seulement aux injonctions géostratégiques de leur sous ensemble d'origine dans le cadre de la maximisation du profit à court, moyen ou long terme, mais qu'elles intègrent les préoccupations relevant d'un co-développement à l'échelle mondiale. C'est utopique.

Aujourd'hui pour attirer durablement les investissements des STN, il faut un grand marché interne en forte croissance (cas de la Chine) ou bien disposer de ressources humaines très compétentes, peu politisées et relativement bon marché. Dans ce cas la production doit être destinée essentiellement à l'exportation de composants plus que de produits finis. Bien entendu, sauf s'il s'agit de matières premières il faut des conditions de sécurité au sens objectif et subjectif ; objectif quand l'Etat peut fournir des garanties légales crédibles, fondées sur son histoire, sur l'idéologie des dirigeants et de l'opposition la plus influente, sur la qualité des relations avec les Etats Unis et sur l'environnement sous régional ; subjectif, quand les investisseurs ont une image positive des pays. Le NEPAD attend de l'investissement direct étranger qu'il crée les conditions d'une offre compétitive ; en clair, qu'il finance la mise en place des infrastructures et la formation. Le NEPAD ne soulève pas réellement le problème de l'élargissement des marchés internes parce qu'il ne met pas les problèmes du développement agricole et de l'augmentation du niveau de vie en milieu rural au centre de sa stratégie. .

## 2. Infrastructures et éducation

L'intérêt de poser le problème en termes réels et non en termes monétaires ouvre des perspectives sur la critique de l'économisme et même du capitalisme. Le débat démocratique peut se nourrir de questions sur le choix des orientations économiques sectorielles et sur la distribution géographique puisque la distribution des infrastructures sur les territoires devient un enjeu majeur. Ici cependant nous nous contentons de prendre la mesure de la distance qui sépare les pays africains des pays de l'OCDE depuis une vingtaine d'années dans un certain nombre de domaines invoqués par le NEPAD.

Le taux d'inscription à l'école primaire dans certains pays africains est proche de 100%. C'est le cas en Algérie (94%), en Egypte (93%), au Ghana (90%), au Cameroun (98%). Les taux de 80% sont courants, mais la qualité est en général très médiocre dans les campagnes et les quartiers urbains populaires. Ils restent très étonnamment bas dans certains pays comme le Sénégal (58%) ou le Mali (28%), le Maroc (74%). En moyenne dans les pays de l'OCDE 90% des enfants de 10 à 20 ans sont dans l'enseignement secondaire, et 97% en Corée du sud. Entre 1980 et 1996, le nombre d'années scolaires escompté est passé de 13 à 15 pour les garçons et de 13 à 16 pour les filles en France ou aux Etats Unis, et de 12 à 15 et de 11 à 14 en Corée du sud. Aucun pays africain ne fournit d'informations à la Banque Mondiale sur ces derniers points<sup>10</sup>. En Afrique subsaharienne, seulement 2% de garçons d'âge pertinent s'inscrivent dans une

---

<sup>10</sup> Banque Mondiale, Rapport sur le développement dans le monde 2000, tableau 6



formation supérieure, contre 58% en Corée du Sud ; ce pays a autant de scientifiques et d'ingénieurs que l'Allemagne, alors que le revenu par habitant y est trois fois moins élevé.

Dans les pays capitalistes développés la scolarisation obligatoire jusqu'à l'âge de 15 ans pour les garçons et les filles est la règle. Qui dit obligatoire dit gratuité dans le public et subventions dans le privé. Jusqu'à aujourd'hui l'état africain n'a pas institué cette pratique et son partenaire du nord ne l'a jamais fait figurer parmi les conditionnalités de l'aide.

Comparons l'évolution de la consommation d'électricité en kWh par habitant au cours des PAS à celles de l'OCDE en général et de la Corée du sud. Entre 1980 et 1996, elle a diminué en Afrique subsaharienne de 444 à 439 kWh, et est passée de 5783 kWh à 8121 dans les pays de l'OCDE. La comparaison de l'évolution de la consommation subsaharienne avec celle des pays de l'OCDE est révélatrice de la catastrophe africaine. En 1980, la consommation sud africaine était 3 fois supérieure à celle de la Corée ; aujourd'hui elle n'en représente qu'à peine 83,5 %. Dans tous les autres pays africains où elle était déjà fort médiocre, elle a encore reculé.

Côté communications en 1997, il y avait 552 lignes téléphoniques, 188 téléphones portables et 269 ordinateurs pour 1000 habitants dans les pays de l'OCDE, ainsi que 470 internautes pour 10 000 habitants. En Afrique subsaharienne les chiffres étaient respectivement de 16, 31,6 et 9,64. Il est certain que les demandes pour la consommation des nouvelles technologies est forte en Afrique mais elle l'est aussi dans les centres.

#### La dégradation des infrastructures de transport:

Le transport routier est de loin le plus important au sein de l'Afrique ; le chemin de fer, l'avion, le transport fluvial ou lacustre sont secondaires. Par exemple, le nombre de voyageurs transportés par voie aérienne en 1996 n'était que de 16 millions pour l'ensemble de l'Afrique subsaharienne (dont 7 millions pour l'Afrique du Sud, 220 000 pour le Nigeria, 780 000 pour le Kenya, 362 000 pour le Cameroun, 155 000 pour le Sénégal et 654 000 pour le Zimbabwe), contre 36 millions en Corée du Sud (les deux tiers de la population du pays).

Le transport routier<sup>11</sup> assure 90% des transports interurbains en Afrique. Et pourtant la longueur totale des routes n'est que de deux millions de km dont 27,6% seulement asphaltés,

---

<sup>11</sup> UNTACDA Second united transport and communication decade in Africa, Evaluation report 2001 p.2

soit une densité moyenne de 6,84 km par 100 km ; on a en moyenne seulement 2,71 km de routes pour 10 000km<sup>2</sup>.

Depuis une vingtaine d'années un processus de dégradation s'est installé qui s'est traduit par les difficultés grandissantes des échanges internes, régionaux et mondiaux. Les coûts des transport et communications sont en moyenne les plus élevés du monde. Les villes africaines consacrent environ 15 à 20% de leur budget au réseau de transport. Le citoyen peut passer 4 heures par jour entre son domicile et son lieu de travail et dépenser 18% de ses revenus en déplacements (Au Sénégal l'indemnité de transport correspond à un tiers du salaire minimum légal). Les coûts de fret sont supérieurs de 70% à ceux de l'Asie de l'est. Ils peuvent atteindre 5 à 6 fois ceux de l'Asie du sud.<sup>12</sup> Pour certains pays africains sans accès côtiers, les coûts de transports peuvent représenter jusqu'à 55,5% du prix à l'exportation de leurs produits. Cette dégradation absolue pèse sur la capacité de compétitivité de ces pays.

Comment s'expliquent cette insuffisance et cette dégradation ? Le rapport de l'UNCTAD suivant en cela l'OCDE, rend les Etats africains seuls responsables de cette dégradation : "Au cours des années passées les pays africains ont fait des efforts pour développer leurs infrastructures et en assurer l'entretien. Mais, faute de cadre politique approprié et en raison des problèmes liés aux institutions, la croissance et l'efficacité du secteur ont souffert;. La plupart de politiques adoptées pour réguler et faire marcher les infrastructures et les services de développement en Afrique ne permettent pas de créer un environnement propice à la participation du secteur privé". La responsabilité des autorités locales est indéniable et le secteur privé doit jouer un rôle important. Au début des années 80 les réformes étaient nécessaires mais pas sous la forme imposée par les PAS. L'évolution des infrastructures physiques dans un pays sous équipé dépend principalement du taux d'investissement et du pourcentage des dépenses publiques consacrées à la formation du capital dans le PIB. Il y a vingt ans, avec 24%, le taux d'investissement de l'Afrique subsaharienne représentait les 3/4 de celui de l'Asie du Sud (32%). Aujourd'hui il n'en représente que la moitié (18 contre 36) ; il est inférieur à celui de l'Inde qui est passé de 20 à 23%. Dans le même temps, les dépenses publiques d'investissement ont diminué. Elles ne dépassent 5% du PIB qu'en Egypte, au Maroc, en Ethiopie et au Cameroun.

---

<sup>12</sup> idem, p. 6

Diminution des dépenses d'investissements depuis les PAS dans des pays africains de plus de 30 Millions d'habitants 1978-1979 et 1999				
PAYS	Investissement intérieur brut en % du PIB		Dépenses d'investissement de l'administration centrale en % du PIB	
	1978-1979	1997	1978-1979	1998
Afrique du Sud	20,8	15,7	3,0	1,3
Kenya	23,2	15,3	5,9	3,4
Tanzanie		18		
Ethiopie	21	14,5		0,3
R. D. C.	16,4	8	2,4	6,6
Nigeria	22,9	10,6	10,8	
Egypte	28	19	10,8	6,6
Algérie	39	27		
Maroc	24	22	10,3	7,2
Afrique du Sud	20,8	15,7	3,0	1,3

Source : Banque Mondiale RDM 2000 et Coalition Mondiale pour l'Afrique

Au total après plus de deux décennies de néolibéralisme, les problèmes d'infrastructures et d'éducation légués par la colonisation et les politiques des grands projets post-coloniaux ne sont pas résolus. La raison principale est que les PAS procèdent plus d'une opposition intégriste à l'économie mixte que d'une démarche pragmatique. Le NEPAD propose une solution peut être plus réaliste, mais qui fait trop confiance à l'investissement privé étranger.

### III. La faiblesse de l'Etat

Dans les centres les Etats sont efficaces en ce sens qu'ils sont au service des bourgeoisies pour gérer le capitalisme néolibéral de manière pragmatique. Le projet de rattrapage du NEPAD suppose la constitution en Afrique d'Etats aussi efficaces que ceux des centres. Comme depuis l'application des PAS les tendances vont à l'opposé, la question est de savoir si le NEPAD peut les inverser.

#### 1. Une sorte de faiblesse structurelle

L'Etat est l'organisation pivot de toute collectivité politique moderne. Il est efficace s'il dispose d'une administration qui applique l'approche systématique et laïque dans les analyses des contraintes et des visions de la classe dirigeante. L'ambition des mouvements d'indépendance était de construire ces Etats capables de catalyser les efforts d'appropriation de la modernité dans les domaines économique et social. Ils n'ont pas pu réaliser ce projet pour plusieurs raisons. La mise en place institutionnelle et l'apprentissage de la gestion macro-

économique par les nouvelles élites – peu nombreuses au départ- avaient à peine commencé lorsque survinrent deux crises : La crise interne au modèle post colonial qui avait épuisé son potentiel d'expansion et provoqué des déficits budgétaires et commerciaux ingérables sans aide extérieure massive ; et la crise générale de l'expansion capitaliste dans les centres et la désorganisation du système monétaire, déclenchées par la décision unilatérale des Etats Unis d'abandonner le système de Bretton Woods fondé sur les taux de change fixes mais ajustables et sur la latitude laissée aux Etats de contrôler les mouvements de capitaux. Il s'y ajouta la faculté ouverte aux banques privées de prêter aux Etats du sud. Les bases des crises financières globales ou régionales étaient ainsi posées. Mais la principale raison réside dans la structure économique incapable de générer des ressources financières à la mesure des enjeux, et de former une fonction publique développante, efficace et non corrompue. Quelques pays avaient bien tenté d'élargir et de consolider la base des recettes publiques par un effort d'industrialisation, en pompant le surplus agricole et en appauvrissant la paysannerie, ou bien en utilisant la rente pétrolière, mais dans l'ensemble aucun n'a disposé d'une base économique suffisamment performante pour permettre à l'Etat d'éviter de tomber dans le piège de l'endettement.

## 2. L'interruption de la construction étatique due à la dette

La Banque Mondiale et le FMI, dans le cadre des PAS n'aidèrent pas les Etats africains à se structurer sur le modèle occidental. Au contraire, ces institutions conçurent un modèle d'économie de marché, où ils n'assumaient que deux fonctions essentielles, mener des politiques budgétaires stabilisatrices des prix, et collecter le surplus de la paysannerie et de la rente minière/pétrolière pour assurer le service de la dette : La croissance n'était plus un objectif sauf en rhétorique<sup>13</sup>. La crise mexicaine de 1982 servait de justification à ce déplacement de l'accent des problèmes du développement à ceux de la stabilisation du système global. On sait que la hausse du taux du dollar décidée par l'administration américaine dans les années 1980 joua un rôle essentiel dans la crise de la dette et que les pays exportateurs de pétrole n'échappèrent pas à la crise parce qu'ils avaient beaucoup emprunté aussi (ils n'avaient pas prévu la chute des prix à partir de 1986). En très peu de temps, sous le double effet de l'impossibilité d'assurer une politique cohérente et de la dévalorisation de la fonction publique, les pays ne purent plus construire leurs Etats.

Rien n'a autant réduit l'effort de construction des Etats que les négociations pour rééchelonner les dettes au Club de Paris ou de Londres ou pour obtenir auprès du FMI et de la

---

<sup>13</sup> G.Durufflé, Ajustement structurel en Afrique, Côte d'Ivoire, Madagascar, Sénégal.- Kartala, 1988

Banque Mondiale des facilités d'ajustement (FAS. cf. tableau ci dessous). L'initiative la plus médiatisée est celle dite des pays pauvres très endettés (PPTE) qui est d'une complexité inextricable pour sa mise en œuvre. Une des condition pour bénéficier de l'initiative est d'avoir un programme précis et détaillé de lutte contre la pauvreté, alors qu'il est manifeste que dans les PMA plus que dans d'autres pays, la réduction de la pauvreté passe par le développement global et non par des actions de charité. "En dépit de réformes approfondies obtenues dans le cadre de la gestion de la dette, le taux d'endettement extérieur de nombreux PMA s'est accru pendant les années 1990 et d'après les calculs de la Banque mondiale 28 PMA restent sur endettés de tous les effets des mécanismes antérieurs à l'initiative PPTE."<sup>14</sup>

Nombre de rééchelonnements des dettes 1980 - 1998			
Pays	Nombre de fois	Pays	Nombre de fois
Togo, Niger	18	Tanzanie, Guinée C., Mozambique	10
Madagascar	16	Mali, Liberia, Bénin, Guinée Equ. Et Bissau	8
Ouganda Centrafrique	14	Malawi, Tchad, Soudan, Burkina Faso	6
Sierra Leone Mauritanie, RDC	12	Ethiopie, Somalie	4

Source : CNUCED, PMA 2000, p. 141

La désorganisation est évidente aujourd'hui dans la plupart des PMA, où dans chaque pays 30 à 50 organismes d'aide officiels bilatéraux et multilatéraux participent à plusieurs centaines de projets. Il faut leur ajouter des centaines d'ONG étrangères et d'organisations qui ont leurs propres modalités d'intervention, des objectifs et des stratégies très divers. Et le Rapport de l'UNCTAD de préciser que la plupart des flux d'aide officiels déclarés sont comptabilisés dans le budget de l'Etat destinataire, généralement au chapitre *Dépenses en développement*, mais que leur ampleur échappe en grande partie à ses instances de décision et ne sont ni centralisés, ni cohérents. Et il conclut que les organismes d'aide ont une influence déterminante sur la conception et l'exécution des projets.<sup>15</sup>

La fonction publique est dévalorisée par l'insuffisance des salaires et traitements et les possibilités de meilleures rémunérations dans les projets des institutions internationales et des ONG. La fuite des cadres compétents et de techniciens est incompatible avec l'amélioration de l'efficacité de l'action des pouvoirs publics. Les PAS ont accentué ce mouvement, et entraîné l'informalisation de l'Etat. Cette dévalorisation dénote en même temps la domination du modèle américain des relations entre l'administration, les cabinets d'expertises et les universités, par

<sup>14</sup> CNUCED PMA 2000, p.137

<sup>15</sup> idem p. 181

rapport au modèle européen hérité de la colonisation. Le premier ne peut fonctionner convenablement. que dans les pays où l'offre d'expertise n'est pas rare. En l'absence de cet ancrage, l'américanisation tourne à la farce. Rappelons qu'en Afrique subsaharienne, à peine 2% des jeunes de 18 à 26 suivent l'enseignement supérieur contre plus de 50% en Corée du Sud, où par ailleurs la proportion d'étudiants ingénieurs est bien plus élevée.

### 3. Les conséquences

Pendant que l'Etat se délite ainsi en Afrique, ceux des centres continuent à se structurer à réguler leurs économies<sup>16</sup>. L'économie occidentale est toujours mixte, mais elle l'est autrement. Une forme de régulation remplace une autre<sup>17</sup>.

1. L'Etat néolibéral concurrence les forces du marché. La protection de l'économie nationale continue malgré le discours de l'ouverture des marchés et de la libéralisation. Les Etats Unis, l'Union européenne et le Japon ont certainement libéralisé leur marché et la concurrence est réelle dans chaque pays et sous région. Cependant le soutien aux grandes entreprises ou aux secteurs en difficulté continue ouvertement comme aux Etats Unis ou plus subtilement en Europe et au Japon. Les Etats Unis n'ont aboli aucune loi protectionniste ; chacun remet en question le libéralisme par des subventions et des monopoles sur certaines commandes. Le protectionnisme est pratiqué systématiquement contre les pays du sud et les lois sur l'immigration de la main d'œuvre sont de plus en plus sévères..

L'Etat central catalyse la structuration des marchés financiers afin que les banques continuent à centraliser l'épargne et à la diriger vers les investisseurs, les entreprises ou les ménages acheteurs de logements. Des législations prudentielles visent à décourager la fraude et

---

<sup>16</sup> B. Founou, le Consensus de Washington révisé ; Alternatives sud, vol VI, 1999

<sup>17</sup> Comme construction normative, l'Etat moderne a précédé la naissance du capitalisme. Il a émergé en Europe occidentale au 13<sup>e</sup> siècle, lorsque le christianisme s'appropriera le legs historique du droit romain vieux de 500 ans rappelle Pierre Legendre dans le Monde du 23/10/01. L'Etat central n'a jamais cessé de jouer un rôle essentiel, précisément pour que la société reste autocratique. C'est cet Etat qui a rendu la mondialisation dite mercantiliste, mais en réalité étatiste, possible. Il devint un acteur historique essentiel lorsque Machiavel montra qu'il pouvait fonctionner sans référence ni au surnaturel, ni à la morale, mais seulement au nom de la raison d'Etat. Cette conception de l'Etat n'existait pas en Afrique au XVI<sup>e</sup> siècle, pas même dans l'Afrique du nord musulmane. Bien entendu la construction d'Etats modernes en Afrique était absolument incompatible avec la traite négrière, et c'est pourquoi la tentative du Roi du Congo d'imiter l'Etat portugais était d'avance vouée à l'échec. La traite ne favorisa au plus que des classes dirigeantes compradores émietées dans les régions côtières et les entités politiques formées dans ces conditions étaient incapables de transmettre à l'hinterland le modèle d'Etat moderne en construction dont elles ne subissaient que les effets. En ce sens, la traite est un crime contre l'humanité non seulement par son inhumanité (atteinte aux droits de la personne humaine), mais aussi par le fait qu'elle empêchait par la force l'imitation de l'Europe politique. L'époque mercantiliste fut en Europe de l'Ouest celle de la construction d'Etats aux frontières plus permanentes que celles des empires post-romains et aux volumes de populations favorables à la première révolution industrielle. En fait, celle-ci eut été impossible sans l'intervention de l'Etat dans la gestion des nouveaux rapports sociaux, la protection des marchés, l'invention de technologies nationales, l'impérialisme colonial (expansion des marchés et contrôle des ressources), et l'utilisation des forces armées.

l'irresponsabilité en matière de risques. L'Etat veille aussi à ce que la concurrence reste structurelle. Il ne s'agit donc pas d'une libéralisation guidée par le principe du marché auto-régulateur.

L'Etat continue de mener une politique de stabilisation économique plus ou moins réussie, mais réelle. En cas de menace de crise financière grave, les coopérations inter étatiques et multilatérales sont convoquées. L'instrument privilégié est la rigueur budgétaire. Les pays membres de l'euro limitent le déficit budgétaire à 3% du PNB à partir de 2003.

L'Etat stimule la Recherche développement afin que le pays soit présent dans le domaine des nouvelles technologies. Son ambition est que ses universités, ses instituts de recherche et ses STN participent à la mise au point de nouveaux produits et de nouveaux procédés d'organisation ou de production. Le marché des armements et des produits de sécurité est énorme et en extension. Pour faire face aux investissements dans l'espace, par exemple les Etats de l'Union européenne ont mis en place depuis longtemps des projets financés par l'Etat.

2. L'Etat central est contraint de mener des politiques sociales. Entre 1980 et 1997, la part des dépenses de l'Etat central a été supérieure au tiers du PIB dans les principaux pays du centre, et dépassait en 1997 de plus de 10 points celle de 1980 (sauf aux USA). Bien entendu une grande partie est allée aux infrastructures et à la recherche mais les pays ont continué à soutenir l'agriculture et l'industrie. Au contraire, dans les périphéries quart mondialisées cette part a diminué très fortement, sauf en Afrique du sud<sup>18</sup>. Mais cette exception s'explique par la capacité de mobilisation des mouvements sociaux qui ont pu imposer l'augmentation des dépenses courantes de l'Etat après la fin de l'apartheid.

Part des dépenses de l'Etat central exprimée en pourcentage du PIB dans les pays du centre						
Année	Etats Unis	Japon	France	Italie	Espagne	Grande Bretagne
1980	22	37	28,2	40	25,4	38,2
1997	21,7	35	38,5	47,9	36,8	40,7

Part des dépenses de l'Etat central exprimée en pourcentage du PIB en Afrique				
Année	Egypte	Cameroun	Nigeria	Afrique du Sud
1980	50,3	15,7	43,3	22,1
1997	34,3	12,5	32,3	33,8

<sup>18</sup> Banque Mondiale RDM 2000

Entre 1985 et 1997 les transferts sociaux, exprimés approximativement par le ratio des subventions et autres transferts sur les dépenses totales des administrations centrales, avaient tendance à augmenter dans les centres et à diminuer dans le quart monde. En 1985 ils étaient en général supérieurs à 50% dans les centres, compris entre 50 et 30% dans les pays semi industriels, et inférieurs à 20% dans les périphéries du quart monde. Avec l'auto structuration du premier groupe et le désengagement de l'Etat du dernier, les écarts se sont creusés en 1997. Alors que le ratio augmentait dans les centres, il stagnait ou chutait en Afrique, sauf en Afrique du Sud .<sup>19</sup>

Ratio des subventions et autres transferts sur les dépenses totales des administrations centrales par rapport aux PIB					
Année	Etats Unis	France	Allemane	Royaume Uni	Espagne
1985	49	64	50	55	55
1997	60	65	58	56	65

Ratio des subventions et autres transferts sur les dépenses totales des administrations centrales par rapport aux PIB						
Année	Egypte	Maroc	Cameroun	Kenya	Tunisie	Afrique du sud
1985	31	15	14	18	20	31
1997	25	12	13	18	20	48

One has to notice that subventions to agricultural, more or less disguised play an important role in the policy of subventions in the developed countries. On the contrary, up to now in most of African countries agriculture has to give subventions to productive and non-productive expenses, while there is a need of an agriculture policy inspired from the European PAC.

3. Since the promoters of NEPAD plan to catch on an economical plan with OECD countries, they have to build countries that can assume similar social and political functions, instead of talking of strategic functions. In fact, they're just concerned about good governance as defined by investors, while we need a governance concept, which imply the building of a state that has a broad social basis and sufficient capacity to simultaneously speed up economical development and fair redistribution of resources and revenues.

#### IV. New partnership or new structural adjustment phase

---

<sup>19</sup> Les chiffres sont tirés de la Banque Mondiale, RDM 2000.



The NEPAD states that “an essential dimension of responsibility that the Africans consider as the continent fate is the need to negotiate new relations with their development partnerships”.

The cooperation between a group of developed countries and a group of underdeveloped countries should be judged according to the nature of their objectives and the functional mechanisms in place. The objectives might point to the management of an unequal development or in the contrary question it. In the first case, the mechanisms are asymmetrical. In the second, they progressively become symmetrical; it appears then mutual adjustment relations. As the NEPAD has an ambition of catching the developed countries, it should negotiate with OECD countries a relationship leading to a symmetrical cooperation. What is the NEPAD really asking? Does it have a negotiation structure? What is the response of OECD countries?

## 1. Requests of NEPAD

The Executive Committee (or director) established a list of questions to negotiate with his partners from developed countries and multilateral institutions<sup>20</sup>. They generally cover the following issues:

- The institutionalism of preventive mechanisms and the management of conflicts in Africa. In fact a just peace is a necessity not only for investment but also for the civilization.
- The public funding of the program. The Committee asks that the initiative of decreasing the debts applied to PPTE be widened to countries with intermediary revenues; to reverse the tendency to reduce the public funding to the development (aid comes in complementing the reduction of debts to fight against poverty); and to take concrete steps towards international strategies in areas of education and health; supporting the reforms of multilateral financial institutions in order to better tackle and better resolve African economical problems.
- International market. The Committee asks the opening of developed countries markets. Through bilateral and multilateral initiatives in the OMC framework, and the preference to African long terms products, it also asks the application of OECD internal norms to products exported to Africa.
- Incitement of direct private foreign investment. It asks the industrialized countries to create insurance systems that would reduce the risks premiums, ensure that the World

---

<sup>20</sup> [www.nepad.org](http://www.nepad.org). *Establishing a new relationship with industrialized countries and multilateral organizations*

Bank and other organizations financing development participate as investors to key infrastructures projects so that it can facilitate and encourage the private sector.

- Technical assistance. The Committee asks a technical assistance in order to speed the work on action programs to strengthen planning capabilities, management, accounting and auditing; and the setting up of management infrastructures.

What NEPAD is planning to request from its partners enters in the line of symmetrical cooperation, since at no time the problems of co-development and support to building center capitalisms in Africa will be raised. Does it not totally stick to the neo-liberal globalization by adhering to the OMC framework, while almost all studies show that Africa is not competitive enough to take advantage of it? Under the pressure of social movements acting on a global scale, the NEPAD has wished-for a special dispensation for some pharmaceutical products and expressed its will to ask the industrialized countries not only to fight the corruption practiced by the multilateral, their banks and sometimes themselves, but also to commit to return the money to Africa. However they don't commit themselves to fight corruption there.

## 2. Organization of NEPAD

In order to implement its program, the NEPAD relies on four organs: the Meeting of Heads of States and Governments of OAU, the Executive Committee of 15 Heads of States, the Follow up Committee of five founding members countries and the Secretariat. The task of the Executive Committee is to identify strategic questions, to put in place mechanisms for a follow-up of the objectives agreed upon by mutual agreement, assess the carrying out of decisions, assess the scale of implementation of programs and suggest useful adjustments. Let's note that the NEPAD does not have an organ authorized to conduct any kind of negotiation. The impression is that the Committee doesn't function properly. Globally the Forums are unprepared.

The NEPAD is rather confused when it comes to economical integration programs and Pan-Africanism. It mixes markets integration with projects regionalization without ever suggesting the creation of trans-nationals and multiple states African societies in areas where there are heavy investments and low direct profitability, such as in the transport infrastructures, production and electricity energy transport, telecommunications, public health, environment protection, building of research potentials... Nowhere is it suggested to regionalize in order to create a protected space for industrialization. However, it is suggested to institutionalize the participation of the G7 to important decisions. At the Abuja summit held in October 2001, the Heads of States discussed a proposition by the European Union to have a permanent

representation in the new organization<sup>21</sup>. At the Dakar Conference on the financing of NEPAD, the investors, mostly the STN, have decided “to institute a structure of international coordination in order to enhance the collaboration with NEPAD Executive Committee and promote other actions in favor of that important initiative<sup>22</sup>”. In those conditions to state, as does the NEPAD, that “African leaders consider negotiating better terms in the multilateral framework of OMC” does not refer to any specific policy of building a fair relationship. Added to that there is no reference at all to the necessarily reestablishment of the south-south solidarity and specifically Afro-Asian. Without that solidarity, the African exception will always serve the purpose of forbidding the creation of south front<sup>23</sup>.

### 3. La position des pays de l'OCDE

La position de l'OCDE qui reflète largement les points de vue des Etats Unis, a en fait précédé l'adoption du NEPAD et l'a inspiré en partie. Elle a été définie dans son rapport sur la coopération.<sup>24</sup> Selon ce rapport, le 21<sup>ème</sup> siècle sera marqué par une nouvelle coopération d'où sera bannie l'ingérence unilatérale de l'époque coloniale et post coloniale ; c'est le concept clé du *Partenariat*. Mais au lieu de réduire les contraintes de la conditionnalité de la période de l'ajustement structurel, l'OCDE les renforce et propose en réalité un cadre qui permet aux Etats membres une ingérence qui va au delà de l'économie et même du social pour engorger la politique. En effet l'une des conditions essentielle est que l'Etat établisse des rapports de partenariat avec la société civile, le secteur privé, les ONG et bien entendu les pays de l'OCDE qui ont tous le droit de participer à égalité à la définition des besoins du développement et à la mise en œuvre des programmes<sup>25</sup>. L'OCDE ne conçoit pas d'autre type de coopération que celle de la gestion du développement inégal. D'après ce rapport le NEPAD n'est pas qualifié pour négocier puisqu'il ne peut pas imposer les conditions de l'OCDE à ses membres. De plus dans le cadre de l'OMC, seules les zones de libre échange et les marchés communs sont reconnus ; or les pays de l'OCDE ne forment pas une zone d'intégration économique, ceux du NEPAD non plus. Par conséquent un partenariat de type U E – ACP s'avère impossible. Il ne reste donc que

---

<sup>21</sup> *Le Soleil*, Dakar 24/10/01.

<sup>22</sup> *Le Soleil*, 17/04/02

<sup>23</sup> *Le Temps*, Geneva November 18, 01. The Head of the Suisse delegation at the ministerial Conference of the OMC declared on the matter of intellectual property: "I am personally going to meet with African delegates and explain to them our positions. The difficulty is that individually they support us but as a group they change their minds."

<sup>24</sup> OCDE, Development cooperation, fev.2000, ch.5 :",Partnership and cooperation", internet

<sup>25</sup> L'Union européenne a aligné sa position sur celle de l'OCDE depuis Cotonou I (2000) et son message politique est clair : l'appui extérieur s'adresse "aux partenaires ACP disposés à s'aider eux mêmes". Officiellement l'UE fonde son nouveau partenariat sur la performance. Karin de Jong pense qu'il doit aider les gouvernements à se rapprocher de leurs concitoyens pour qu'ils exercent des pressions afin d'améliorer la gestion des affaires publiques, l'allocation de ressources et l'obligation de rendre compte (Jean Bossuyt, Karin de Jong. Note sur la gestion politique de développement, n° 8, 1997. Les critères de performance dans la future coopération ACP UE, p.1)

la tenue de forums, où se rencontrent les acteurs économiques principaux, les institutions financières internationales, les banques privées, les STN, le secteur privé et les Etats africains.

Les chefs d'Etat africains donnent l'impression de concevoir leurs rapports avec les pays de l'OCDE dans le cadre inter étatique alors que les règles du jeu actuel privilégient les relations entre les entreprises. Le problème, c'est qu'en dehors de l'Etat, il n'y a pas tellement d'entreprises de taille respectable ni dans le secteur bancaire, ni dans celui des industries ou des transports ; et que la privatisation ne règle pas le problème de la faiblesse structurelle de la bourgeoisie locale. Une des fonction de ces forums est donc de faire croire que les peuples africains se sont appropriés la mondialisation néolibérale.

Au total le terme *nouveau partenariat* du NEPAD n'est pas différent de celui de l'OCDE qui se situe dans la continuité du pacte colonial. Si une critique systématique, et une mobilisation sociale conséquente ne se développent pas, le NEPAD sera un PAS actualisé.

## Conclusion

Nous avons fait une lecture critique du NEPAD sans être toujours convaincu que l'exercice en vaut la peine. C'est le paradigme moderniste du développement, ou plutôt de la croissance par étapes, qui inspire sa perspective. Ce courant de pensée attribue en général aux mécanismes du marché et à la concurrence entre facteurs et entreprises, le rôle principal dans l'évolution des productivités et des techniques, lesquelles produisent sans intervention de l'Etat une répartition optimale du revenu et le plein emploi. Il est parfaitement incapable d'intégrer la dimension sociale ; c'est sans doute là une des explications de son absence dans le texte. Le cadre théorique qui avait été conçu pour des pays autocentrés est étendu aujourd'hui au monde entier par le néolibéralisme .qui prétend que le libre échange et la libre circulation des capitaux –mais pas celle des êtres humains- valident leurs hypothèses à l'échelle globale EN apparence le NEPAD n'adhère pas à l'intégrisme néolibéral. Ses défenseurs sont conscients de l'inégalité des participants aux marchés ; mais ils l'attribuent principalement aux différences de niveaux d'infrastructure et d'éducation. Les pays les moins favorisés, en l'occurrence africains, doivent en priorité chercher à combler cet écart. C'est à partir de ce diagnostic et de cette stratégie que les contradictions se multiplient. Le NEPAD propose de mettre la priorité sur des secteurs qui ne se prêtent pas aux lois de la rentabilité capitaliste ; et en même temps de les faire financer par des STN qui obéissent dans leurs activités aux lois du profit et de la géopolitique à l'échelle planétaire. Dans ces conditions il n'est pas étonnant que le NEPAD construise avec l'OCDE un partenariat en trompe l'œil, qui n'est qu'une version indigénisée de la gestion du surendettement.

